

«Une bibliothèque sous nos pieds»

Création d'un Centre national pour la recherche archéologique

"jeudi"
21.07.11

Les archéologues gagnent leur autonomie vis-à-vis du MNHA.

JÉRÔME QUIQUERET

«Nous sommes habitués à recoller les pots cassés.» Le chargé de direction du futur Centre national pour la recherche archéologique, Foni Le Brun, préfère recourir à la boutade pour ne pas s'appesantir sur les «problèmes internes» passés qui ont motivé l'autonomie nouvelle donnée au service archéologique du musée national d'Histoire et d'Art (MNHA). Peu importe le motif de ce «choix politique» fait par le gouvernement le 8 juillet en ratifiant le règlement grand-ducal relatif à la création d'un Centre national pour la recherche archéologique (CNRA), la décision fait sens au niveau scientifique.

Déjà, après-guerre, les pères de la muséologie luxembourgeoise avaient imaginé la création de trois entités. Après la création du musée d'Histoire naturelle en 1988 au côté du MNHA, cette nouvelle étape exauce leur vœu.

«C'est une marque politique forte affirmant qu'on veut être responsable de son patrimoine», estime Foni Le Brun. C'est une des étapes de «l'éveil culturel» qui «se fait progressivement».

Déjà, en 2004, les activités Collection et Archéologie du MNHA avaient été séparés. La séparation physique existait quant à elle depuis 2002, quand les archéologues ont



Photo: MNHA

Lors de fouilles préventives, des sondages diagnostiques effectués sur 10% d'un terrain permettent de mesurer sa valeur archéologique. Au Ban de Gasperich, elles ont notamment permis la mise au jour d'une installation peu documentée : neuf batteries de cuisine de l'armée de Louis XIV lors du siège de Luxembourg en 1684

déménagé dans les locaux d'une ancienne boulangerie de Bertange.

Les archéologues gagneront un temps précieux, en devenant maîtres de la signature des documents. En effet, le travail administratif qui entoure les fouilles de sauvetage constituent la plus grosse partie du travail. Si l'intitulé de la nouvelle institution insiste sur la recherche, c'est pour ne pas faire oublier cette dimension qui reste encore minoritaire dans le travail des archéologues luxembourgeois. Celle-ci s'opère pour l'instant sur des sites d'intérêt majeur, comme Dalheim ou le Tille-

berg, alimentée par des chantiers menés en été.

FOUILLER SANS PRESSION

Mais l'essentiel du travail scientifique réside dans les fouilles de sauvetage.

L'effectif réduit - 12 personnes - n'explique qu'en partie que les archéologues ne peuvent ausculter que 5% des chantiers lancés chaque année, permettant de belles découvertes dont la dernière en date, la base d'une statue de Fortua à Dalheim.

L'archéologie nationale doit

en effet encore se moderniser pour rattraper ses voisins. La loi sur les fouilles, remontant à 1966, permet certes d'arrêter un chantier dès lors qu'un site archéologique est découvert. Mais à ce moment-là, le site est déjà endommagé. Surtout, en zones urbaine et périurbaine, la contrainte de temps n'arrange ni les promoteurs ni les chercheurs. Une révision législative portant obligation de contacter les services archéologiques comme le développement d'outils de gestion accessibles à tous, doivent à terme permettre d'entrer dans l'ère de l'archéologie préventive, et d'un effectif

conséquent.

Sur ce point, certes, «les promoteurs privés sont presque en avance sur les autorités publiques». Le cas du chantier du ban du Gasperich pourrait devenir un modèle. Le promoteur a contacté les archéologues. Après avoir mené des sondages à la tractopelle, ils ont pu définir les contours d'un terrain de 3 hectares. Pendant la fouille, les demandes d'autorisations font leur chemin puis le chantier peut commencer à côté sur le reste de la parcelle.

Foni Le Brun mise aussi sur l'intensification des contacts avec les aménageurs publics et privés et des complémentarités entre services du cadastre, de géologie, des eaux et forêts par exemple, pour diffuser cette logique bénéfique pour tous. Le Programme directeur d'aménagement du territoire inclut déjà l'attention au patrimoine culturel.

Le Grand-Duché n'a pas à douter de son intérêt archéologique. «Nous avons une bibliothèque sous nos pieds», explique Foni Le Brun. À chaque fouille, ce sont des petits bouts d'histoire qui s'écrivent à la surface. Le grès du Luxembourg a de surcroît des propriétés de conservation que n'ont pas les bassins rhénan et parisien qui le bordent et rendent ses ossements préhistoriques très précieux.

En octobre, il sera d'ailleurs possible de mesurer la pertinence de l'archéologie des quinze dernières années lors d'une exposition qui sera le fruit de la collaboration entre le MNHA et le nouveau CNRA.